

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16, rue Zattara  
CS 70248  
Cedex 03  
13331 Marseille

Marseille, le 07/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PAPREC CHANTIERS 13**

Rue Augustin Roux  
ZI de la Lauzière  
13015 MARSEILLE 15

Références : D-0823-MRS-2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement PAPREC CHANTIERS 13 implanté Rue Augustin Roux ZI de la Lauzière 13015 MARSEILLE 15. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC CHANTIERS 13
- Rue Augustin Roux ZI de la Lauzière 13015 MARSEILLE 15
- Code AIOT dans GUN : 0006405288
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement effectue du tri, transit, regroupement de déchets non dangereux inertes et non inertes.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Capacité annuelle du site,
- Propreté et envols,
- Eau,
- Vérifications périodiques par sondage.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eau	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 4.2.4.2	/	Sans objet
Vérification périodique PI, RIA, extincteurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Capacité annuelle	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 1.2.1	/	Sans objet
Propreté	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.3.1	/	Sans objet
Envols	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 3.1.4.1	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
Eau	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article Annexe II	/	Sans objet
Eau	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 4.2.2	/	Sans objet
Eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a mis en évidence deux non conformités que l'exploitant s'est engagé à traiter. L'inspection contrôlera le retour à la conformité sur ces points lors d'une prochaine visite d'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Capacité annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Capacité annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité maximale annuelle de réception de déchets y compris les déchets inertes est de 200 000 tonnes.
<b>Constats :</b> Le tableau de suivi des tonnages entrants de l'exploitant visualisé en séance fait état de 38 452 tonnes réceptionnées en 2021.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Le site est maintenu en état de dératisation permanente.
<b>Constats :</b> L'entreprise possède un contrat avec une entreprise de dératisation avec passage trimestrielle.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Envois**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 3.1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Voies de circulation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées , et régulièrement nettoyées,</li><li>- les véhicules sortants de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues doivent être prévues en cas de besoin,</li><li>- Les véhicules entrant et sortant de l'installation sont équipés de bâches ou de filets,</li><li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,</li><li>- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.</li></ul>
<b>Constats :</b> conforme aux dispositions de l'AP
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, vérification périodique des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'IIC les éléments justifiant que ses installations sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b> L'Inspection a contrôlé par sondage les rapports de vérification des installations électriques. L'inspection n'a pas relevé de non conformité dans ces rapports réalisés par l'APAVE (intervention du 1er avril 2022).
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites et surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'eaux pluviales potentiellement pollués doivent faire l'objet d'un contrôle annuel et respecter les valeurs limites d'émission définies à l'annexe II de l'AP.
<b>Constats :</b> Les résultats du contrôle du 14 avril 2021 sont conformes. Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas reçu le rapport d'analyse du prélèvement réalisé le 15 mars 2022. Le contrôle des résultats d'analyse du prélèvement 2022 seront contrôlés lors d'une prochaine visite d'inspection.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> L'exutoire du bassin de rétention des eaux du site avant rejet est équipé d'une vanne martelière. Le jour de la visite d'inspection, son bon fonctionnement a été contrôlé. Le jour de la visite son emplacement n'est pas signalé et il n'existe pas de consigne relative à son entretien préventif et sa mise en fonctionnement.  L'exploitant s'est engagé à mettre en place un panneautage permettant de signaler et localiser la vanne martelière ainsi que définir une consigne. Ce point fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant , régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'IIC ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire),</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs),</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant possède un plan de ses réseaux d'eau ainsi qu'un plan d'intervention et de secours qui localise l'accès et le positionnement de la vanne martelière de fermeture du bassin de rétention.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des dispositifs de traitement des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'IIC.
<b>Constats :</b> Les effluents sont traités au niveau d'un débourbeur-déshuileur. L'exploitant a fourni à l'Inspection un bordereau de suivi de déchets permettant de constater le bon entretien du dispositif ainsi que l'envoi des déchets dans des filières de traitement autorisées.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Vérification périodique PI, RIA, extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique PI, RIA, extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> L'Inspection a procédé au contrôle de cette prescription par sondage. La vérification périodique et la maintenance de l'ensemble des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie de l'établissement sont de la responsabilité de l'exploitant. S'agissant des RIA, l'exploitant a transmis une attestation de la société Eurofeu qui certifie les avoir vérifiés le 17 mars 2022. S'agissant des poteaux incendie, l'exploitant indique que l'un d'entre eux est endommagé et qu'il n'a pu de ce fait le contrôler et faire le contrôle simultané des 2 poteaux. Il a transmis un courriel de la société EUROFEU qui confirme un rdv les 27 et 28 juin pour le remplacement du poteau endommagé. L'exploitant s'engage également à procéder dès son remplacement au contrôle des débits des poteaux et la vérification de leur bon fonctionnement. Le contrôle devra également être effectué en fonctionnement simultané. L'exploitant devra transmettre à l'Inspection les résultats des contrôles réalisés.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet